

## Cinquième conférence mondiale des jeunes parlementaires

**Bakou, 14 et 15 décembre 2018**

L'UIP et l'Assemblée nationale d'Azerbaïdjan ont organisé les 14 et 15 décembre 2018 à Bakou la 5<sup>e</sup> conférence mondiale des jeunes parlementaires. Le thème de la conférence, qui se tient chaque année, était « *promouvoir le développement durable, protéger les intérêts des générations futures* ». Quarante-quatre parlements nationaux étaient représentés. Edouard COURTIAL, sénateur, représentait le Groupe français de l'UIP.

Après une visite de l'Allée des martyrs, la conférence a été ouverte par des allocutions d'Ogtay Asadov, président de l'Assemblée nationale d'Azerbaïdjan, Gabriela Cuevas Barron, présidente de l'UIP, Mourine Osoru, députée d'Ouganda, présidente du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP, et Azad Rahimov, ministre de la jeunesse et des sports d'Azerbaïdjan qui a souligné le souci du Gouvernement azerbaïdjanais de prendre en compte les aspirations de la jeunesse qui constitue 60 % de la population, notamment au travers d'une commission parlementaire qui lui est dédiée depuis 2015 et d'un département de l'administration présidentielle qui lui est consacré depuis 2017 (le ministère de la jeunesse et des sports ayant été créé en 1994). Le 2 février est la journée de la jeunesse en Azerbaïdjan.

Le premier débat a été consacré à la protection de l'environnement. La conférence a entendu un message audiovisuel de Tony Oposa, président de la fondation *The Law of Nature* puis Ruth Itamari Betsaida Choque, députée bolivienne, Etibar Abbasov, président du conseil exécutif de la société azerbaïdjanaise Clean City, et Daniel Sichilongo, député, secrétaire général du parti Les Verts de Zambie.

Le deuxième débat a été consacré au changement de modèle de société pour une consommation et une production durables. La conférence a entendu un message audiovisuel de Sophie Howe, commissaire pour les générations futures du Pays-de-Galles et les rapports de Viales Villegas, député du Costa Rica, Yu Zhigang, député de Chine, Albert Ruhakana, député du Rwanda et Maryam Majidova, présidente de l'Assemblée nationale des organisations de jeunes de la République d'Azerbaïdjan.

Le troisième débat a traité de l'éducation Il a donné lieu à des présentations de Chaker Khazzal, auteur conférencier azéri, Meirgul Alpysbayeva, chargée de l'éducation au sein de l'UNESCO, Omar Al Tababae, député du Koweït, Fariz Ismayilzade, vice-recteur de l'université ADA d'Azerbaïdjan, qui a notamment souligné les aides importantes apportées par le Gouvernement pour l'accueil d'étudiants étrangers, Baktiyar Maken, député du Kazakhstan, Ediola Pashollari, secrétaire générale de l'Assemblée mondiale de la jeunesse, et Jeremiah Kisangau, président du Parlement des jeunes de l'Afrique de l'Est.

Le quatrième débat s'est tenu le samedi 15 décembre et a porté sur les emplois de demain. Il a été introduit par une présentation de Daniel Susskind, professeur à l'Université d'Oxford, puis a donné lieu à des interventions de Kholoud Alkhadi, directrice adjointe de l'équipe Travail décent du bureau de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale de l'OIT, Rovshan Rustamov, vice-président de la société Azercosmos d'Azerbaïdjan, Ana Vazquez, députée espagnole, Farida Askarzade, fondatrice et directrice de Human Foundation, conférencière à l'université d'Etat d'économie d'Azerbaïdjan, et Margareta Drzeniek, associée principale d'Horizon Group.

Le cinquième débat a porté sur les mesures parlementaires en faveur des générations futures. La conférence a entendu un message audiovisuel de Judy Gelfand, commissaire à l'environnement et au développement durable du Canada. Sont ensuite intervenus Alyaa Aljassim, députée des Émirats arabes unis, Sandor Fülöp, ancien commissaire pour les générations futures de Hongrie, et Sevinj Fataliyeva, députée d'Azerbaïdjan, vice-présidente de la commission des relations étrangères et interparlementaires.

Le dernier débat a traité de la place des jeunes dans les parlements en 2018. La conférence a examiné les principaux traits de l'édition 2018 du rapport biennal sur la représentation des jeunes dans les parlements nationaux. Une synthèse des données disponibles sur la nouvelle version de la plate-forme Parline de l'UIP a été présentée. Sont intervenus en ouverture du débat Mme Zeina Hilal, responsable du programme jeunes de l'UIP, Nawa Villy Sitali, fondateur (Zambie) de l'initiative Youth4Parliament, et Jonas Olsen, analyste (danois) au PNUD.

Parmi les chambres uniques ou basses des 150 pays étudiés, seules trois comptaient plus de 10 % de parlementaires de moins de 30 ans (Norvège, Suède, Finlande), trois autres chambres tournant autour de 10 % (Gambie, Finlande, Monténégro), seules trois comptaient plus de 40 % de députés de moins de 40 ans (Danemark, Ukraine, Andorre) et seules trois dépassaient la proportion de 60 % de députés de moins de 45 ans (Ukraine, Éthiopie, Andorre), une 4<sup>e</sup> chambre (Seychelles) étant très proche de 60 %. Globalement, 2,2 % des parlementaires du monde avaient moins de 30 ans (contre 1,6 % en 2014), 15,5 % avaient moins de 40 ans (contre 12,9 % en 2014) et 28,1 % avaient moins de 45 ans (contre 23,9 % en 2014). Par ailleurs, 65 % des chambres fixent un âge d'éligibilité supérieur à l'âge du droit de vote.

Pour améliorer ces données, l'UIP a arrêté trois objectifs devant être atteint à l'horizon 2035 : avoir 15 % de parlementaires de moins de 30 ans, 35 % de moins de 40 ans et 45 % de moins de 45 ans. Ces cibles permettraient d'être en phase avec les proportions de jeunes de 20 à 29 ans (18 %), 20 à 39 ans (38 %) et 20 à 44 ans (48 %) dans la population mondiale. Sur chacune de ces trois cibles, il conviendrait d'avoir une parité entre les femmes et les hommes parmi les jeunes parlementaires. Chaque État serait libre de déterminer la façon d'atteindre ces objectifs. Une campagne en faveur de ces objectifs sera lancée en 2019.

M. Nawa Villy Sitali a souligné que le Parlement panafricain et la Zambie avaient adopté un objectif pour les moins de 35 ans. M. Jonas Olsen a souligné que tous les pays devraient avoir un Conseil de la jeunesse et les jeunes devraient être présents dans les structures des partis notamment en dehors des périodes électorales, la constitution de partis de jeunes ou de sections de jeunes dans les partis étant une solution efficace pour accroître la présence des jeunes dans les instances parlementaires et gouvernementales. Enfin, l'éducation civique, y compris au travers de conseils d'élèves ou d'étudiants, est capitale pour sensibiliser les jeunes à la politique.

Le député du Costa Rica a cependant fait observer que l'élection d'un président de la République de 38 ans n'a pas été obtenue grâce à un quota car ce qui attire les jeunes vers la politique est une culture de l'action publique et des exemples auxquels se référer, et non des quotas. Le député du Koweït a jugé que les quotas n'étaient pas la solution ; ils sont antidémocratiques ; les jeunes ont avant tout besoin de santé, d'éducation, de leaders, et non de quotas, même si la mobilité politique (rotation des élus) est importante. Quelques délégations ont opiné.

La conférence s'est néanmoins conclue par l'adoption d'un document final établi par les deux corapporteurs, Shahin Ismayilov, député d'Azerbaïdjan, et Mourine Osoru, députée d'Ouganda, présidente du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP.

Dans la soirée du vendredi 15 décembre, Son Exc. Mme Aurélia Bouchez, ambassadrice de France en Azerbaïdjan, a invité à dîner Edouard Courtial à la Résidence de Franc, en compagnie de Dominique Gentils, premier conseiller. Ce dîner a permis de faire le point sur la situation du Caucase du Sud et un tour d'horizon des relations franco-azerbaïdjanaises ; l'importance de la poursuite des déplacements en Azerbaïdjan des hautes autorités politiques a été souligné afin d'aider à la concrétisation de marchés importants pour lesquels la France est bien positionnée. La France entretient d'excellentes relations avec les plus hauts responsables du pays, de grandes entreprises françaises détiennent d'excellentes positions économiques dans le pays, qui est la 4<sup>e</sup> économie de la Communauté des États indépendants, l'enseignement du français est bien assuré, l'Institut français et le lycée français sont très sollicités et la nouvelle université franco-azerbaïdjanaise, qui accueille des étudiants à Bakou depuis septembre 2016, est citée en exemple pour la qualité des formations qu'elle dispense.